

M. STEVENS: Je ne sais trop. Les pommes de terre se vendent à la tonne.

M. BURRELL: Le prix varie de \$12 à \$20 la tonne, ou 60 cents le boisseau.

M. LOGGIE: L'honorable ministre voudra bien me permettre de lui dire combien les Etats-Unis retirent de la vente des pommes de terre qu'ils exportent à la Colombie-Anglaise. Du mois d'octobre 1912 au mois de novembre 1913, les pommes de terre livrées à bord aux Etats-Unis se sont vendues, d'après le tarif des prix, à peu près un dollar le boisseau.

M. STEVENS: L'honorable député parle des pommes de terre nouvelles de la Californie et de l'Orégon.

M. LOGGIE: Supposons-le, et que l'on dise en quoi cela dérange mes calculs.

M. STEVENS: Il y a une énorme différence.

M. LOGGIE: Ce sont des pommes de terre qui s'importent chaque mois de l'année, et ce prix est la moyenne.

M. STEVENS: Me direz-vous combien il s'en importe chaque mois?

M. LOGGIE: En 1912, pour le mois d'octobre, 662 boisseaux; pour novembre, 970; pour décembre, 547; en 1913, pour janvier, 280 boisseaux; pour février, 50; mars, 1,611; avril, 482; mai, 1,995; juin, 6,697; juillet, 14,601; août, 3,045. Ensuite nous arrivons à l'époque de notre récolte de pommes de terre: septembre, 970 boisseaux; octobre, 239; novembre, 219. Cela fait en tout 32,368 boisseaux du prix de \$30,530, c'est-à-dire la moyenne d'un dollar par boisseau.

M. STEVENS: Des pommes de terre nouvelles pour la presque totalité.

M. LOGGIE: Est-ce que ce serait des pommes de terre nouvelles en octobre, novembre, décembre, janvier et février?

M. STEVENS: Voyez les chiffres pour les trois mois relativement aux pommes de terre nouvelles.

M. LOGGIE: C'est là précisément ce que j'ai voulu faire comprendre à la Chambre, à savoir que nous n'importons guère autre chose que des pommes de terres nouvelles, et à de très hauts prix, parce que nous ne les avons pas au Canada; autrement, elles se vendraient meilleur marché.

M. STEVENS: Pour des pommes de terre nouvelles, on est toujours prêt à payer le prix que l'on en demande.

M. LOGGIE: L'honorable député peut bien être prêt à les payer plus cher, mais

d'autres ne sont pas aussi fortunés, et ils hésitent devant ces prix, surtout quand la chose n'a d'autre résultat que d'enrichir le trésor public. Personne autre n'en profite. Nos importations de pommes de terre ajoutent aux frais de subsistance une somme de \$125,000, sans profit aucun pour nos cultivateurs.

Maintenant, monsieur l'Orateur, je vais aller vite. En adoptant la résolution que j'ai mise dans vos mains il y a quelques instants, il nous est possible de faire que les Etats-Unis admettent en franchise nos pommes de terre du jour où nous aurons nous-mêmes aboli la taxe qui grève à l'entrée les pommes de terre importées au Canada.

M. EDWARDS: Reste l'interdiction.

M. LOGGIE: Je traiterai ce point plus tard. Je dis donc que les Canadiens ont, dans l'espace de quatorze mois, payé sur leurs importations de pommes de terre des droits se chiffrant par \$83,167.04, et cette somme s'ajoute aux 85 cents et demi de chaque boisseau de pommes de terre, ce qui en porte le prix, sans les frais de transport, à plus de 3 dollars le baril. Outre cette charge qui pèse sur le consommateur canadien, j'affirme, et je le démontrerai si on le veut, que les cultivateurs de pommes de terre au Nouveau-Brunswick ont versé au trésor américain \$27,008 de droits sur leurs exportations de trois mois. Sans les droits, cette somme serait restée dans les poches des cultivateurs du Nouveau-Brunswick. Or, je vous le demande, quelle raison peut-il y avoir de maintenir cette taxe?

C'est bien pis qu'un droit d'exportation; car si nous exigeons un droit sur l'exportation des pommes de terre, le revenu du Dominion en est augmenté d'autant. Mais en laissant les pommes de terre sur la liste des articles imposables par la douane américaine, c'est à tous égards un droit d'exportation que nous maintenons au profit du trésor américain.

M. EDWARDS: Quelle raison M. Fielding a-t-il donnée pour justifier le maintien de ce droit?

M. LOGGIE: Je m'étonne que l'honorable député pose pareille question. Il sait aussi bien que moi que, lorsque M. Fielding, ou le parti libéral, s'est présenté à l'élection en 1911, c'était sur une proposition de libre-échange réciproque des produits naturels, à l'exclusion à peu près complète des objets manufacturés.

M. DAVIDSON: Pourquoi ont-ils attendu si longtemps avant de proposer cette mesure?